

Nos écoles d'infirmiers croulent sous les inscriptions

Le nombre de débouchés motive les étudiants. Pas facile pour les écoles de s'organiser !

En 1^{re} année, ils seront 180 candidats bacheliers en soins infirmiers à la Haute école Condorcet à Tournai et 250 pour les deux sites (Tournai et Mouscron) de la HELHa. S'ajoutent 120 élèves pour le brevet à l'ITEHO Jeanne d'Arc et 140 environ à l'IESPP. Des chiffres qui prouvent l'engouement croissant pour les études d'infirmier. La perspective de décrocher vite un job n'y est pas pour rien. Mais ce n'est pas sans poser problème aux écoles.

« En cinq ans, nous avons augmenté le nombre d'étudiants en soins infirmiers de plus de 50 %, affirme Hubert Remy, directeur de la Haute école Condorcet. Et la tendance est identique pour tout le secteur paramédical. Actuellement, le secteur des services attire plus les jeunes que les secteurs techniques. On note par exemple moins de candidats ingénieurs industriels ou informaticiens ».

OBLIGÉS DE RÉGULER LES INSCRIPTIONS
Évidemment, comme le souligne Catherine Bonte, directrice à la

HELHa, ces étudiants sont guidés par une volonté d'aider les autres et motivés par des valeurs relationnelles. Mais un autre critère explique assurément l'engouement pour le métier d'infirmier : les nombreux débouchés. « *Oui, très franchement, la perspective d'avoir un emploi assez vite en sortant de l'école est une des motivations des candidats* », dit Nathalie Dubar, directrice de l'ITEHO Jeanne d'Arc. *Certains élèves l'expriment d'ailleurs ouvertement lors des entretiens que nous avons avec eux avant l'inscription* ».

Des élèves, actuellement demandeurs d'emploi, sont également dirigés par le Forem vers les écoles d'infirmiers tant le métier reste en pénurie. S'y ajoutent des travailleurs du secteur qui reprennent une formation dans le cadre du projet subsidié « Tremplin vers l'art infirmier ».

LES PLACES DE STAGES PAS INFINIES...

Gérer un tel engouement, un tel afflux d'inscriptions n'est évidemment pas facile pour les directions d'écoles qui doivent

prendre des mesures.

Ainsi, la Haute École Condorcet a dû limiter à 180 le nombre de places disponibles en 1^{re} année sur le site tournaisien (le reste est redirigé vers Charleroi).

À l'ITEHO, pour assurer des places aux élèves belges, les Français sont placés sur une liste d'attente dès le mois de mai.

Certains diront de manière simpliste qu'il est aberrant de limiter les inscriptions alors que le métier manque toujours cruellement de bras. Mais c'est oublier un peu vite que les écoles doivent offrir une formation de qualité. Or, les locaux ne sont pas extensibles et, surtout, les places de stages pas infinies.

À Tournai, les hôpitaux et les différentes écoles travaillent main dans la main pour se répartir les places. Mais comme le dit Hubert Remy, il ne s'agit pas non plus de mettre en difficultés les professionnels qui accueillent les stagiaires sur le terrain. « *Ça prend du temps d'encadrer les élèves, il faut donc respecter certaines limites* ». Et selon lui, la problématique des stages risque d'ampli-

fier avec la fusion de services hospitaliers à Tournai.

Le problème des stages se pose de manière plus épineuse encore pour les écoles qui proposent le brevet infirmier parce que la proportion des stages est plus importante dès la 1^{re} année : pour chaque élève il faut dénicher 14 semaines de stages !

Reste donc aux directions à faire preuve d'imagination. Ainsi, Catherine Bonte (HELHa) dit « *prospector de nouveaux lieux de stages pour que tous les élèves puissent être accueillis* ». Elle est aidée dans sa démarche « *par le fait que de*

nouvelles opportunités de stages s'offrent suite au vieillissement de la population et au raccourcissement des durées d'hospitalisations. La prise en charge à domicile se développe » souligne la directrice. Quant à Hubert Remy, en 1^{re} année, il a privilégié les ateliers pratiques de mise en situation au sein même de son institution. « *C'est intéressant sur le plan pédagogique et cela permet de résoudre en partie les problèmes* ». ■

MARIE BRAQUENIER

TOUJOURS EN PÉNURIE D'INFIRMIERS

CHwapi : « Nous en cherchons toujours »

Manque-t-il encore des infirmiers ? « *Oui* », selon Bernard Fadeur directeur infirmier au CHwapi. Ainsi actuellement, le Centre Hospitalier est à la recherche d'une petite dizaine de personnes. « *J'ai d'ailleurs des auditions cette semaine. Ce début d'année est une période favorable : beaucoup postulent encore après leurs vacances ou les 2^e sessions. Par contre, en cours d'an-*

née scolaire c'est un peu plus difficile de trouver... »

Et pourtant les besoins sont continus. « *Dans une institution comme la nôtre où nous avons quand même 50 unités ou services médicaux techniques, nous recherchons sans cesse des infirmiers en raison des mouvements naturels dans le personnel (maladie, congés d'accouchements, réduction du temps de tra-*

vail, etc) ».

Mais Bernard Fadeur nuance : ce sont parfois des profils bien spécifiques qui sont recherchés. En ce moment, le CHwapi recrute des infirmiers spécialisés en gériatrie et en soins intensifs ainsi que du personnel pour la dialyse. Par contre, certaines spécialités – comme la pédiatrie – ne sont pas en pénurie pour l'instant. ■

M.B

ÉTUDES

Deux formations possibles

En Belgique, deux formations menant au titre d'infirmier(ière) sont organisées. D'une part, la formation organisée par l'enseignement supérieur : bachelier en soins infirmiers (anciennement dénommé infirmier(ière) gradué(e) ou encore infirmier(ière) A1). Ces bacheliers ont la possibilité de suivre une 4^e année de spécialisation (en SISU par exemple). À Tournai, les candidats bacheliers ont le choix entre la Haute Ecole Louvain en Hainaut et la Haute Ecole Condorcet.

D'autre part, la formation organisée par l'enseignement secondaire professionnel complémentaire : le brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) (anciennement dénommé infirmier(ière) breveté(e) ou A2) Le brevet peut être obtenu à l'ITEHO Jeanne d'Arc et l'IESPP. ■

ÉCOLES SATURÉES

Les Français sur liste d'attente

Nos écoles d'infirmiers, proches de la frontière, s'avèrent particulièrement attractives pour les Français. L'enseignement en Belgique est moins cher que chez eux, il n'y a pas de concours pour entrer, etc. Résultat : ces étudiants débarquent en nombre et, souvent tôt dans l'année, pour obtenir une place.

Même si les quotas n'existent pas, les écoles sont donc contraintes de limiter les places sous peine de, quasiment, ne plus pouvoir accueillir d'étudiants de la région ! À l'ITEHO J.d'Arc, par exemple, les Français sont mis sur une liste d'attente dès mai. Ils sont 100 actuellement... ■